

DROIT DES TRAVAILLEURS ETRANGERS :

Recruter en conformité et
maîtriser les règles du travail
étranger



paie&rh
ACADÉMIE

OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- Comprendre le cadre juridique de l'emploi des étrangers en France.
- Identifier les titres de séjour et leurs droits au travail.
- Vérifier l'authenticité des documents fournis par un salarié étranger.
- Conduire les démarches d'embauche : vérifications, autorisations de travail, formalités.
- Gérer les situations particulières (étudiants, demandeurs d'asile, mineurs, passeports talents...).
- Anticiper les risques de travail illégal et les sanctions.
- Assurer le suivi et le renouvellement des titres pour maintenir l'employabilité.

PROGRAMME DE FORMATION

Introduction :

Définitions liminaires

Les politiques publiques en matière d'immigration et d'intégration (focus sur la loi Darmanin du 26 janvier 2024 « pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie »)

Les sources du droit des étrangers Cas pratique

Partie 1 : droit au séjour et autorisation de travail

Panorama des différents documents de séjour autorisant leur titulaire à séjourner en France. Analyse de documents

Visas de long séjour (VLS)

Titres de séjour délivrés par un autre Etat membre de l'UE
Récépissé/attestation de prolongation d'instruction (API),
autorisation provisoire de séjour (APS), carte de séjour temporaire (CST), pluriannuelle de séjour (CPS), carte de résident,

« carte bleue européenne », carte de résident « longue durée UE », certificats de résidence algérien, ... Quizz / QCM
Accès à la CPS/CR et devoirs de l'étranger (CIR, CERVR) – MAJ Darmanin

Les motifs de délivrance d'un titre de séjour (en bref)

Les motifs tenant à la « vie privée et familiale » de l'étranger
Les motifs professionnels
Les motifs d'étude
Les motifs humanitaires / exceptionnels

PUBLIC CIBLE

Gestionnaires de paie,
responsables RH, comptables,
toute personne en charge de
l'élaboration des bulletins de
salaire.

PREREQUIS

Connaissance de la législation en
paie

PEDAGOGIE

Apports théoriques
Echanges de bonnes pratiques
Cas pratiques, exercices
Mise à disposition de supports
de formation numériques.

EXECUTION ET EVALUATION

Émargement par signature électronique
Evaluation des acquis en fin de formation (QCM)
Enquête électronique de satisfaction stagiaire.
Enquête d'impact à 1 an

INFORMATIONS



Format

Inter



Durée

14h



Accessibilité

Accessible aux personnes en
situation de handicap



Distanciel

Visio

Via Microsoft Teams



Formation juridique

DROIT DES TRAVAILLEURS ETRANGERS :

Recruter en conformité et
maîtriser les règles du travail
étranger



paie&rh
ACADÉMIE

PROGRAMME DE FORMATION

Le droit à l'exercice d'une activité salariée : Analyse de documents

- Constitutive de certains titres de séjour
- Propre à certains statuts spécifiques
- Préalable à la délivrance de certains titres
- En sus du droit au séjour (APT demandeur d'asile, étudiant > 60 %, ...)
- Les dispenses d'autorisation de travail (AT) pour les missions salariées < 3 mois

Les restrictions professionnelles spécifiques : Cas pratiques

- Les autorisations de travail « à titre accessoire »
- Les restrictions à un secteur professionnel / un employeur
- Les restrictions territoriales

Partie 2 : Les procédures d'embauche d'un salarié étranger Quizz / QCM

Cadre légal et réglementaire du droit au travail des étrangers (code du travail / CESEDA) – interdiction du travail illégal, ...

Les sanctions à l'égard de l'employeur

Embaucher un étranger titulaire d'un titre de séjour l'autorisant à travailler

- Les formalités préalables à l'embauche
- La vérification de l'authenticité du titre de séjour auprès de la Préfecture

Les demandes d'AT préalables à l'embauche d'un salarié étranger

- Embaucher un étranger résidant hors du territoire national: Cas pratiques
- Embaucher un étranger résidant sur le territoire national (AT préalable)

les demandes d'APT en sus du droit au séjour. Conditions et formalités pour l'emploi des demandeurs d'asile

- Le cas des étudiants algériens et des étudiants hors algériens souhaitant travailler au-delà de la durée légale annuelle

Partie 3 : Renouvellement des titres de séjour : maintien dans l'emploi ?

- La procédure de demande / renouvellement d'un titre de séjour pour l'étranger
- RCPC/API de renouvellement d'un titre de séjour et droit au maintien dans l'emploi
- Le maintien du droit au séjour (et droit au travail) pour les titulaires d'une CR/CPS 4 ans pendant 3 mois suivant l'expiration de leur document de séjour, même en l'absence de RCPC/API (L. 433-3 CESEDA) Analyse de document
- Les risques de rupture du droit au séjour (et du droit au travail associé) MAJ loi Darmanin Cas pratique
- Le contentieux du refus de séjour : quel rétablissement possible des droits au séjour / travail ?

PUBLIC CIBLE

Gestionnaires de paie,
responsables RH, comptables,
toute personne en charge de
l'élaboration des bulletins de
salaire.

PREREQUIS

Connaissance de la législation en
paie

PEDAGOGIE

Apports théoriques
Echanges de bonnes pratiques
Cas pratiques, exercices
Mise à disposition de supports
de formation numériques.

EXECUTION ET EVALUATION

Émargement par signature électronique
Evaluation des acquis en fin de formation (QCM)
Enquête électronique de satisfaction stagiaire.
Enquête d'impact à 1 an

INFORMATIONS



Format

Inter



Durée

14h



Accessibilité

Accessible aux personnes en
situation de handicap



Distanciel

Visio

Via Microsoft Teams



Formation juridique